

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 3107

28 OKTOBER 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ter aanvulling van het koninklijk besluit d.d. 16 januari 1970 houdende toekenning van een bijwedde aan sommige leden van het onderwijzend personeel die houder zijn van bijzondere diploma's

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, inz. op artikel 1, 8°;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 15 april 1961, 21 juni 1962, 14 november 1963, 10 maart 1965, 14 februari 1966, 30 november 1966, 15 maart 1967, 24 maart 1967, 7 september 1969, 15 december 1969, 22 januari 1970, 6 april 1970, 1er juni 1970, 20 juli 1970, 22 oktober 1971, 29 oktober 1971, 9 december 1971, bij de wet d.d. 8 februari 1974, bij de koninklijke besluiten d.d. 18 februari 1974, 15 januari 1975, 10 juni 1976, 9 juli 1976, 13 december 1976, 15 april 1977, 18 april 1977, 15 december 1978, 8 maart 1979, 6 februari 1980, nr. 63 d.d. 20 juli 1982, nr. 161 d.d. 30 december 1982, nr. 269 d.d. 31 december 1983, nr. 279 d.d. 30 maart 1984, bij de wet van 1 augustus 1985, bij het koninklijk besluit d.d. 14 oktober 1985 en bij de wet d.d. 27 februari 1986;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 16 januari 1970 houdende toekenning van een bijwedde aan sommige leden van het onderwijzend personeel die houder zijn van bijzondere diploma's, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 18 februari 1974;

Gelet op het protocol van Sectorcomité IX en C2;

Gelet op het akkoord van de Minister bevoegd voor de begroting van de Franse Gemeenschap, gegeven op 28 mei 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, lid 1 van het koninklijk besluit d.d. 16 januari 1970 houdende toekenning van een bijwedde aan sommige leden van het onderwijzend personeel die houder zijn van bijzondere diploma's, gewijzigd bij het koninklijk besluit d.d. 18 februari 1974, worden de woorden « of diploma van licentiaat in de psychopedagogie » ingevoegd tussen de woorden « opvoedingswetenschappen » en « uitgereikt door » en de woorden « directrices (directrices) van een autonome lagere school of kleuterschool » tussen de woorden « hoofdonderwijzers(ersessen) » en « en onderwijzers(ersessen) ».

Art. 2. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut der personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 oktober 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,

Ph. MAHOUX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 3108

[C — 27641]

29 SEPTEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les arrêtés royaux des 25 octobre 1990, 19 août 1991, 19 août 1992 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 1994 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever les structures fédérales de l'Etat;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'Investissement agricole, modifié par les lois des 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 janvier 1994 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 1961 portant règlement général du Fonds d'Investissement agricole, modifié par les arrêtés royaux des 3 janvier 1979, 5 août 1982 et 3 janvier 1984;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1990 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture, modifié par les arrêtés royaux des 19 août 1991 et 19 août 1992, et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 1994;

Vu le Règlement (CEE) 2328/91 du Conseil du 15 juillet 1991 concernant l'amélioration de l'efficacité des structures de l'agriculture;

Vu le Règlement (CEE) 870/93 de la Commission du 14 avril 1993 modifiant le Règlement (CEE) 2328/91 du Conseil en ce qui concerne l'ajustement de certains montants fixés en Ecus suite à la modification de taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu le Règlement (CEE) 3689/93 du Conseil du 22 décembre 1993 modifiant les Règlements (CEE) 2328/91, 866/90, 1360/78, 1035/72 et 449/69 en vue d'accélérer l'adaptation des structures de production, de transformation et de commercialisation dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune;

Vu le protocole d'accord entre les Régions et le Ministère fédéral de l'Agriculture relatif aux matières agricoles régionalisées conformément à la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois du Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter sans retard la réglementation en vigueur en matière d'aides aux investissements et à l'installation en agriculture, compte tenu des modifications structurelles des exploitations et de leurs charges;

Considérant qu'il est impératif de disposer au 1er octobre 1994 d'une réglementation en continuité avec celle appliquée jusqu'à présent;

Sur proposition du Ministre ayant l'Agriculture dans ses attributions,

Arrête :

Article 1er. L'arrêté auquel se rapporte les modifications visées aux articles 2 à 9 ci-dessous est l'arrêté royal du 25 octobre 1980, modifié par les arrêtés royaux 19 août 1991 et 19 août 1992, et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 1994.

Art. 2. L'article 1er, 1, de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 1. Agriculteur ou horticulteur : la personne physique ou morale (coopérative, à l'exclusion des sociétés industrielles de transformation, société agricole, Asbl) qui s'adonne à la production agricole, horticole ou d'élevage (y compris la pisciculture) et qui exerce cette activité à titre principal. »

Art. 3. L'article 11, dernier alinéa, est remplacé par la disposition suivante :

« La subvention-intérêt est de 5 % maximum, pendant une durée équivalente à celle obtenue en vertu des aides communautaires définies aux articles 3 à 10 du même arrêté.

Le taux d'intérêt restant à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieur à 3 % . »

Art. 4. L'article 15 de l'arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'agriculteur ou l'horticulteur bénéficiaire de l'aide prévue par l'article 13 peut bénéficier des mesures suivantes :

1° les aides sous forme de subvention-intérêt prévues par la loi précisée du 15 février 1981. La subvention est accordée pendant 10 ans maximum dont éventuellement une année d'amortissement différé. Elle est de 5 % maximum sur la fraction du prêt subsidiable excédant le montant fixé à l'article 13 et n'excédant pas 12 500 000 F, que l'installation soit prévue en une ou plusieurs phases;

2° la garantie prévue par la même loi. »

Les aides données au titre de cet article ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de diminuer le taux d'intérêt à charge du bénéficiaire à moins de 3 %. A cette fin, les subventions sont réduites s'il y a lieu.

Les dispositions de l'article 7, dernier alinéa, sont d'application.

Art. 5. Le chapitre IV du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE IV. — Régime régional en faveur du maintien de l'exploitation, du bien-être des animaux et de la protection et l'amélioration de l'environnement »

Art. 6. L'article 18 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 18. L'agriculteur ou l'horticulteur peut bénéficier des aides régionales suivantes :

1° Les aides sous forme de subvention-intérêt prévues par la loi précisée du 15 février 1981; cette subvention est de 5 % maximum et ne peut avoir pour effet de réduire le taux restant à charge du bénéficiaire à moins de 3 % l'an, elle peut porter :

— sur un montant maximum équivalent à 73 224 écus/UTH et 146 448 écus/exploitation pour l'achat des bâtiments professionnels existants de l'exploitation;

— sur un montant maximum de 49 870 Ecus par exploitation pour des opérations en faveur du respect des normes communautaires en matière de bien-être des animaux, ou à défaut, des normes fédérales jusqu'à l'adoption des normes communautaires;

— sur un montant maximum équivalent à 73 224 écus/UTH et 146 448 écus/exploitation pour des opérations visant la protection et l'amélioration de l'environnement.

La valeur de la subvention ne peut en aucun cas dépasser 35 % du montant de l'investissement subsidiable pour les biens immeubles et 20 % pour les biens meubles.

2° La garantie prévue par la même loi.

Il est exigé de l'agriculteur ou de l'horticulteur qu'il tienne une comptabilité.

Art. 7. L'article 19, 2e alinéa, de l'arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Les services chargés de l'instruction des dossiers procèdent avec l'agriculteur ou l'horticulteur à la description de la situation de l'exploitation après achèvement des investissements envisagés, et à la vérification des critères et normes fixés en Région wallonne en matière d'environnement. »

Art. 8. L'article 31 bis de l'arrêté est complété par la disposition suivante :

« A partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, la période d'introduction des dossiers commencera le 1er octobre de l'année et se terminera le 30 septembre de l'année suivante. »

Art. 9. Moyennant le respect des dispositions de l'article 7 de l'arrêté royal du 15 mai 1981, il est accordé aux sociétés coopératives telles que définies à l'article 2 du présent arrêté :

1° une « subvention-intérêt » de 5 % maximum. En aucun cas, le taux d'intérêt restant à charge du bénéficiaire ne peut être inférieur à 3 %;

2° la garantie prévue par la loi du 15 février 1981.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets au 1er octobre 1994.

Art. 11. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 29 septembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D, 94 — 3108

[C — 27641]

29. SEPTEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Königlichen Erlasse vom 25. Oktober 1990, 19. August 1991, 19. August 1992 und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 1994 über die Unterstützungen bei Investitionen und der Niederlassung in der Landwirtschaft

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner abgeänderten Fassung vom 8. August 1988, des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, des Sondergesetzes vom 18. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen und des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines « Fonds d'Investissement agricole » (landwirtschaftlichen Investitionsfonds), abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Januar 1994 zur Festlegung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 1993 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 1961 über die allgemeine Ordnung des « Fonds d'Investissement agricole », abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. Januar 1979, 5. August 1982 und 3. Januar 1984;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 25. Oktober 1990 über die Unterstützungen bei Investitionen und der Niederlassung in der Landwirtschaft, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 19. August 1991 und 19. August 1992;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2328/91 des Rates vom 15. Juli 1991 über die Verbesserung der Effizienz in der Agrarstruktur;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 870/93 der Kommission vom 14. April 1993 zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 2328/91 des Rates hinsichtlich der Anpassung bestimmter in Ecu festgesetzter Beträge aufgrund der Änderung der im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik anzuwendenden Umrechnungskurse;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3669/93 des Rates vom 22. Dezember 1993 zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2328/91, (EWG) 866/90, (EWG) 1360/78, (EWG) 1035/72 und (EWG) 449/69 zur beschleunigten Anpassung der Produktions-, Verarbeitungs- und Vermarktungsstrukturen im Rahmen der Reform der gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Protokolls des Abkommens zwischen den Regionen und dem föderalen Minister der Landwirtschaft über die an die Regionen übertragenen Zuständigkeitsbereiche in der Landwirtschaft, gemäß des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß unter Berücksichtigung der strukturellen Änderungen der landwirtschaftlichen Betriebe und der dadurch entstehenden Lasten, die auf dem Gebiet der Unterstützungen bei Investitionen und der Niederlassung in der Landwirtschaft geltenden Bestimmungen unverzüglich anzupassen sind;

In der Erwägung, daß es unerlässlich ist, zum 1. Oktober 1994 über ein Regelwerk zu verfügen, daß die Verlängerung der bisher angewandten Regelung darstellt;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Bei dem Erlaß, auf den sich die in den nachstehenden Artikeln 2 bis 9 genannten Abänderungen beziehen, handelt es sich um den Königlichen Erlaß vom 25. Oktober 1990, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 19. August 1991 und 19. August 1992.

Art. 2. Artikel 1, 1, des Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« 1. Landwirt oder Gärtner: die natürliche oder juristische Person (Kooperative, Landwirtschaftsgesellschaft, VoE, mit Ausnahme der industriellen Verarbeitungsbetriebe), die Landbau, Gartenbau oder Zucht (einschließlich Fischzucht) betreibt und diese Beschäftigung hauptberuflich ausführt. »

Art. 3. Artikel 11, letzter Absatz, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Die Zinssatzverminderung beträgt maximal 5 % während einer Dauer, die jener entspricht, die gemäß der in den Artikeln 3 bis 10 desselben Erlasses angeführten EG-Unterstützungen bezogen werden kann.

Der Zinssatz, der zu Lasten des Bezugsberechtigten verbleibt, darf in keinem Fall unter 3 % liegen. »

Art. 4. Artikel 15 des Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Der Landwirt oder der Gärtner, der Anrecht auf die in Artikel 13 vorgesehene Unterstützung hat, kann in den Genuß folgender Maßnahmen gelangen:

1° die durch das vorgenannte Gesetz vom 15. Februar 1961 vorgesehenen Unterstützungen, die in Form einer Zinssatzverminderung gewährt werden. Die Verminderung wird während maximal 10 Jahren gewährt, worunter eventuell ein Jahr Abschreibungsaufschub. Sie beträgt maximal 5 % für den Anteil der für eine Unterstützung in Frage kommenden Anleihe, der über dem in Artikel 13 angeführten Betrag liegt und 12 500 000 BEF nicht übersteigt, unabhängig davon, ob die Niederlassung in einer oder mehreren Phasen durchgeführt wird;

2° die durch dasselbe Gesetz vorgesehene Garantie. »

Die aufgrund des vorliegenden Artikels gewährten Unterstützungen dürfen in keinem Fall dazu führen, den zu Lasten des Bezugsberechtigten verbleibenden Zinssatz auf weniger als 3 % zu verringern. Aus diesem Grund werden die Unterstützungen ggf. verringert.

Die Bestimmungen von Artikel 7, letzter Absatz, sind anwendbar.

Art. 5. Kapitel IV desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

« KAPITEL IV. — Regionalsystem zugunsten der Aufrechterhaltung des Betriebs, das Wohlergehens der Tiere sowie des Schutzes und der Verbesserung der Umwelt »

Art. 6. Artikel 18 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

« Artikel 18. Der Landwirt oder der Gärtner kann in den Genuß folgender Regionalunterstützungen gelangen:

1° Die durch das vorgenannte Gesetz vom 15. Februar 1961 vorgesehenen Unterstützungen, die in Form einer Zinssatzverminderung gewährt werden; diese Verminderung beträgt maximal 5 % und darf nicht dazu führen, den zu Lasten des Bezugsberechtigten verbleibenden Zinssatz auf weniger als 3 % jährlich zu verringern. Sie kann sich auf folgende Summen beziehen:

— auf einen Höchstbetrag, der der 73 224 Ecu je AKE und 146 448 Ecu je Betrieb entspricht für den Ankauf von auf seinem Betriebsgelände bestehenden Betriebsgebäuden;

— auf einen Höchstbetrag von 49 070 Ecu je Betrieb für Operationen zugunsten der Beachtung der Normen der Europäischen Gemeinschaft im Bereich des Wohlergehens der Tiere oder — mangels derartiger Normen — der nationalen Normen in Abwartung der Verabschiedung gemeinschaftlicher Normen;

— auf einen Höchstbetrag, der der 73 224 Ecu je AKE und 146 448 Ecu je Betrieb entspricht für Operationen, die auf den Schutz und die Verbesserung der Umwelt abzielen.

Der Betrag der Unterstützung darf in keinem Fall 35 % des Betrags der bezuschußbaren Investition für Immobilien und 20 % für Mobilien übersteigen.

2° Die durch dasselbe Gesetz festgelegte Garantie. »

Der Landwirt oder der Gärtner ist verpflichtet eine Buchführung zu halten.

Art. 7. Artikel 19, Absatz 2, des Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Die mit der Prüfung der Akten beauftragten Dienststellen führen gemeinsam mit dem Landwirt oder dem Gärtner eine Beschreibung der Lage des Betriebs nach Durchführung der geplanten Investitionen durch, sowie die Überprüfung der Kriterien und Normen, die im Bereich der Umwelt in der Wallonischen Region gelten. »

Art. 8. Artikel 31 bis des Erlasses wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

« Ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses beginnt die für die Prüfung der Akten vorgesehene Zeitspanne am 1. Oktober d.J. und endet am 30. September des darauffolgenden Jahres. »

Art. 9. Vorbehaltlich der Beachtung der Bestimmungen von Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 1961 gelangen die Kooperativen Gesellschaften gemäß dem vorliegenden Erlaß in den Genuß:

1° einer « Zinssatzverminderung » von maximal 5 %. Der Zinssatz, der zu Lasten des Bezugsberechtigten verbleibt, darf in keinem Fall unter 3 % liegen;

2° sie durch das Gesetz vom 15. Februar 1961 festgelegte Garantie.

Art. 10. Der vorliegende Erlaß wird am 1. Oktober 1994 wirksam.

Art. 11. Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. September 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUYTJEN.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 3108

[C — 27641]

29 SEPTEMBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de koninklijke besluiten van 25 oktober 1990, 19 augustus 1991 en 19 augustus 1992 en van het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 1994 betreffende steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 januari 1994 tot vaststelling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 1993 houdende regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 februari 1961 houdende algemeen reglement van het Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 januari 1979, 5 augustus 1982 en 3 januari 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1990 betreffende steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 augustus 1991 en 19 augustus 1992 en bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 1994;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 2328/91 van de Raad van 15 juli 1991 betreffende de verbetering van de doeltreffendheid van de landbouwstructuur;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 870/93 van de Commissie van 14 april 1993 tot wijziging van de Verordening (EEG) nr. 2328/91 van de Raad ten aanzien van de aanpassing van sommige in Ecu vastgestelde bedragen ten gevolge van de wijziging van de toe te passen omrekeningskoersen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 3660/93 van de Raad van 22 december 1993 tot wijziging van de Verordeningen (EEG) nrs. 2328/91, 866/90, 1360/78, 1035/72 en 449/89 voor een snellere aanpassing van de productie-, verwerkings- en afzetstructuren in het kader van de hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het akkoordprotocol tussen de Gewesten en de federale Minister voor Landbouw betreffende de landbouwaangelegenheden die geregionaliseerd werden overeenkomstig de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de geldende reglementering inzake steun aan de investeringen en aan de installatie in de landbouw onverwijld dient te worden aangepast, rekening houdend met de structurele wijzigingen in de bedrijven en hun lasten;

Overwegende dat het geboden is te beschikken, op 1 oktober 1994, over een reglementering die de tot nu toe toegepaste reglementering voortzet;

Op de voordracht van de Minister van de Waalse Regering tot wiens bevoegdheden de Landbouw behoort,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit, waar de in de hierna volgende artikelen 2 tot 9 bedoelde wijzigingen betrekking op hebben, is het koninklijk besluit van 25 oktober 1990, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 augustus 1991 en 19 augustus 1992 en bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 1994.

Art. 2. Artikel 1, 1, van het besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1. Landbouwer of tuinder : de natuurlijke of rechtspersoon (samenwerkende vennootschap, landbouwvennootschap, v.z.w., met uitzondering van de industriële verwerkingsbedrijven) die een landbouw-, een tuinbouw- of een fokkerijbedrijf (visteelt inbegrepen) uitbaat en die activiteit in hoofdberoep uitoefent. »

Art. 3. Artikel 11, laatste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De rentetoeslag bedraagt maximum 5 % gedurende een periode gelijk aan die bekomen werd krachtens de in artikelen 3 tot 10 van hetzelfde besluit bepaalde communautaire steun.

De rente die ten laste blijft van de begunstigde mag in geen geval minder dan 3 % bedragen. »

Art. 4. Artikel 15 van het besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De land- of tuinbouwer die geniet van de steun voorzien in artikel 13 kan van volgende maatregelen genieten :

1° de steun onder de vorm van rentetoeslag voorzien bij de voormelde wet van 15 februari 1961. De tussenkomst wordt toegekend gedurende maximaal 10 jaar waarvan eventueel één jaar met vrijstelling van aflossing. Zij bedraagt maximaal 5 % op het betoelaagbaar gedeelte van de lening dat het in artikel 13 vastgestelde bedrag overtreft en 12 500 000 BEF niet overtreft, de installatie zijnde voorzien in één of meerdere fasen;

2° de waarborg voorzien bij dezelfde wet.

De in hoofde van dit artikel toegekende steun mag in geen geval voor gevolg hebben dat de rente die ten laste blijft van de begunstigde minder dan 3 % bedraagt. Te dien einde worden de toelagen zo nodig verminderd.

De bepalingen van artikel 7, laatste lid zijn van toepassing. »

Art. 5. Hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« **HOOFDSTUK IV. — Gewestelijk stelsel ten gunste van de instandhouding van het bedrijf, van het welzijn van de dieren en van de leefmilieubescherming en -verbetering** »

Art. 6. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« **Artikel 18.** De landbouwer of tuinder kan genieten van volgende gewestelijke steunregeling :

1° De steun onder vorm van rentetoeslag voorzien bij de voormelde wet van 15 februari 1961; deze toeslag bedraagt maximaal 5 % en mag niet tot gevolg hebben dat de rente die ten laste van de begunstigde blijft minder dan 3 % per jaar bedraagt; hij mag ten hoogste betrekking hebben op :

— een bedrag van 73 224 Ecu per VAK en van 146 448 Ecu per bedrijf voor de aankoop van bestaande bedrijfsgebouwen op het bedrijf zelf;

— een bedrag van 49 670 Ecu per bedrijf voor verrichtingen ten bate van de naleving van de communautaire normen inzake welzijn van de dieren, of eventueel van federale normen in afwachting van de goedkeuring van communautaire normen;

— een bedrag van 73 224 Ecu per VAK en van 146 448 Ecu per bedrijf voor verrichtingen met het oog op de leefmilieubescherming en -verbetering.

De waarde van de toeslag mag in geen enkel geval 35 % van de betoelaagbare investeringen voor de onroerende goederen en 20 % voor de roerende goederen overschrijden.

2° De bij dezelfde wet voorziene waarborg.

Van de landbouwer of tuinder wordt geëist dat hij een boekhouding houdt. »

Art. 7. Artikel 19, tweede lid, van het besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :
« De diensten belast met het onderzoek van de dossiers gaan met de landbouwer of tuinder over tot een beschrijving van de toestand van het bedrijf na voltooiing van de beoogde investeringen en tot de verificatie van de criteria en normen vastgesteld door het Waalse Gewest inzake leefmilieu. »

Art. 8. Artikel 31 *bis* van het besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :
« Zodra dit besluit in werking treedt, loopt de periode voor de indiening van de dossiers vanaf 1 oktober van het jaar en wordt zij op 30 september van het volgend jaar afgesloten. »

Art. 9. Voor zover zij de bepalingen van artikel 7 van het koninklijk besluit van 15 mei 1961 naleven, wordt toegekend aan de samenwerkende vennootschappen beschreven volgens de bepalingen van dit besluit :

1° een maximale « rentetoeslag » van 5 %. In geen enkel geval mag de rente die ten laste blijft van de begunstigde niet minder dan 3 % bedragen;

2° de waarborg voorzien bij de wet van 15 februari 1961.

Art. 10. Dit besluit wordt van kracht op 1 oktober 1994.

Art. 11. De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 september 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 94 — 3109

[C — 27642]

29 SEPTEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant les conditions d'octroi de l'intervention de la Région dans le financement de la création de logements moyens par un organisme public

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1994, article 20;

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement;

Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces pour la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que tout retard dans la libération des crédits entraînerait un report de la mise en location de logements moyens;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a le logement dans ses attributions;

2° organisme public : une société immobilière de service public, agréée par la Société régionale wallonne du Logement ou une commune, un centre public d'aide sociale, une intercommunale, une province, la Société régionale wallonne du Logement, agissant seuls ou conjointement avec une société immobilière agréée par celle-ci;

3° logement moyen : maison ou appartement aménagé pour l'habitation d'un ménage, en ce compris le jardin, les dépendances, le garage en faisant partie, dont le prix de revient du bâti n'excède pas 4 500 000 francs y compris la T.V.A. et les honoraires;

4° ménage : la personne isolée, le couple marié ou les personnes qui vivent ensemble maritalement, ainsi que les personnes qui cohabitent dans le même logement, dont les revenus annuels imposables globalement de l'avant dernière année qui précède la prise en location du logement moyen sont supérieurs à 720 000 F pour une personne isolée et à 900 000 F dans les autres cas, sans pouvoir dépasser 1 300 000 F.

Ces montants sont majorés de 60 000 F pour le premier et le deuxième enfant à charge et de 100 000 F à partir du troisième;

5° prix de revient : le montant total des dépenses comptabilisées comme telles par l'organisme public pour l'acquisition, la transformation ou la construction d'un immeuble, à l'exclusion de la valeur du terrain;

6° administration : la Division du Logement du Ministère de la Région wallonne;

7° SRWL : la Société régionale wallonne du Logement.

Art. 2. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget 1994 de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent arrêté, la Région peut intervenir par une subvention en capital dans le financement de projets d'acquisition d'un ou de plusieurs immeubles et de leur transformation en logements moyens ou de construction de logements moyens par un organisme public dans une zone d'initiative privilégiée telle que précisée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 relatif à la fixation des zones d'initiative privilégiées.

Art. 3. Le bénéfice de la subvention en capital est subordonné aux conditions suivantes :

1° l'organisme public dispose d'un droit réel sur le fond sur lequel sont érigés les logements moyens;

2° l'organisme public s'engage à maintenir les logements moyens en location durant 30 ans;

3° le prix de revient unitaire des logements moyens n'excède pas 4 500 000 F, sans préjudice de l'article 6.